



RAPPORT D'ENQUETE PUBLIQUE

Demande d'autorisation d'exploiter
un
ATELIER DE GALVANOPLASTIE
Sur le territoire de la commune de Nibas

1. RAPPORT du commissaire enquêteur

Demande déposée
Par la société
DECAYEUX STI
À NIBAS



Mai-Juin 2019

Enquête publique

Numéro E19000040/80

Demande d'autorisation en vue d'exploiter un

**Atelier de galvanoplastie
sur le territoire de la commune de NIBAS**
présentée par la société DECAYEUX STI

Jean-Pierre LIGNIER

Commissaire Enquêteur

Désigné par la Présidente du Tribunal Administratif d'AMIENS

Décision n° E19000040/80 en date du 11 MARS 2019

Enquête prescrite par arrêté de la Préfète de la Somme en date du 9 AVRIL 2019

SOMMAIRE

Rapport d'enquête

1- Généralités

1.1 Objet de l'enquête.....	5
1.2 Cadre administratif et juridique	5
1.3 Caractéristiques du projet.....	5
1.4 Composition du dossier	6

2- Organisation et déroulement de l'enquête

2.1 Désignation du commissaire enquêteur.....	8
2.2 Publication et affichages	8
2.3 Réception du public	8
2.4 Les registres	8
2.5 Réunions, visites sur place, contacts.....	8
2.6 Climat de l'enquête	9
2.7 Relevé chiffré des observations	9

3- Analyse et observations du Commissaire Enquêteur

3.1 La procédure d'enquête.....	10
3.2 Le dossier soumis à l'enquête	10
3.3 Avis de la MRAe	16
3.4 Observations recueillies.....	16

Liste des annexes

Première partie

RAPPORT

1. GÉNÉRALITÉS

1.1– OBJET DE L'ENQUÊTE

Le projet soumis à la présente enquête a été déposé par la Société DECAYEUX STI dans le but d'obtenir l'autorisation d'exploiter un atelier de galvanoplastie sur le territoire de la commune de NIBAS dans le département de la Somme.

De par sa nature, et notamment du fait de la mise en œuvre de produits chimiques réputés comme étant dangereux, l'installation en cause est soumise au régime de l'autorisation préfectorale au titre des rubriques 2565-1b, 2565-2a, 4110-2a de la nomenclature des installations classées. Elle nécessite de ce fait l'ouverture d'une telle enquête publique.

1.2 – ÉLÉMENTS DU CADRE JURIDIQUE ET ADMINISTRATIF

1.2.1 - Cadre juridique

L'arrêté préfectoral du 9 avril 2019 qui prescrit et organise l'enquête place celle-ci dans le cadre juridique suivant :

- code de l'environnement, et notamment le titre 1er du livre V
- ordonnances n° 2016-1060 du 3 août 2016 et n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relatives à l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et à l'autorisation environnementale

1.2.2 - Identification du demandeur

Il s'agit de la Société DECAYEUX STI dont le siège social est implanté 11 rue de la place, 80390 SAUCOURT.

La Société DECAYEUX STI est une société familiale centenaire spécialisée dans la transformation des métaux non ferreux et la fourniture de sous ensembles métalliques destinés à l'équipement alimentaire, la robinetterie, la climatisation, l'accastillage, les composants électriques, le chauffage au gaz, les pompes à chaleur. Elle intervient également dans le domaine du luxe, son expertise portant sur les procédés de transformation que sont le découpage-emboutissage, le cintrage et le matriçage-usinage. Elle s'est aussi dotée d'installations de décapage cuivreux et de dégraissage des pièces.

La société possède neuf sites de production dont deux « Low Cost » au Maroc et en Roumanie et emploie environ 500 personnes pour un chiffre d'affaire de 50 M€.

1.3 – CARACTERISTIQUES DU PROJET, CONTEXTE ET STRATÉGIE D'IMPLANTATION

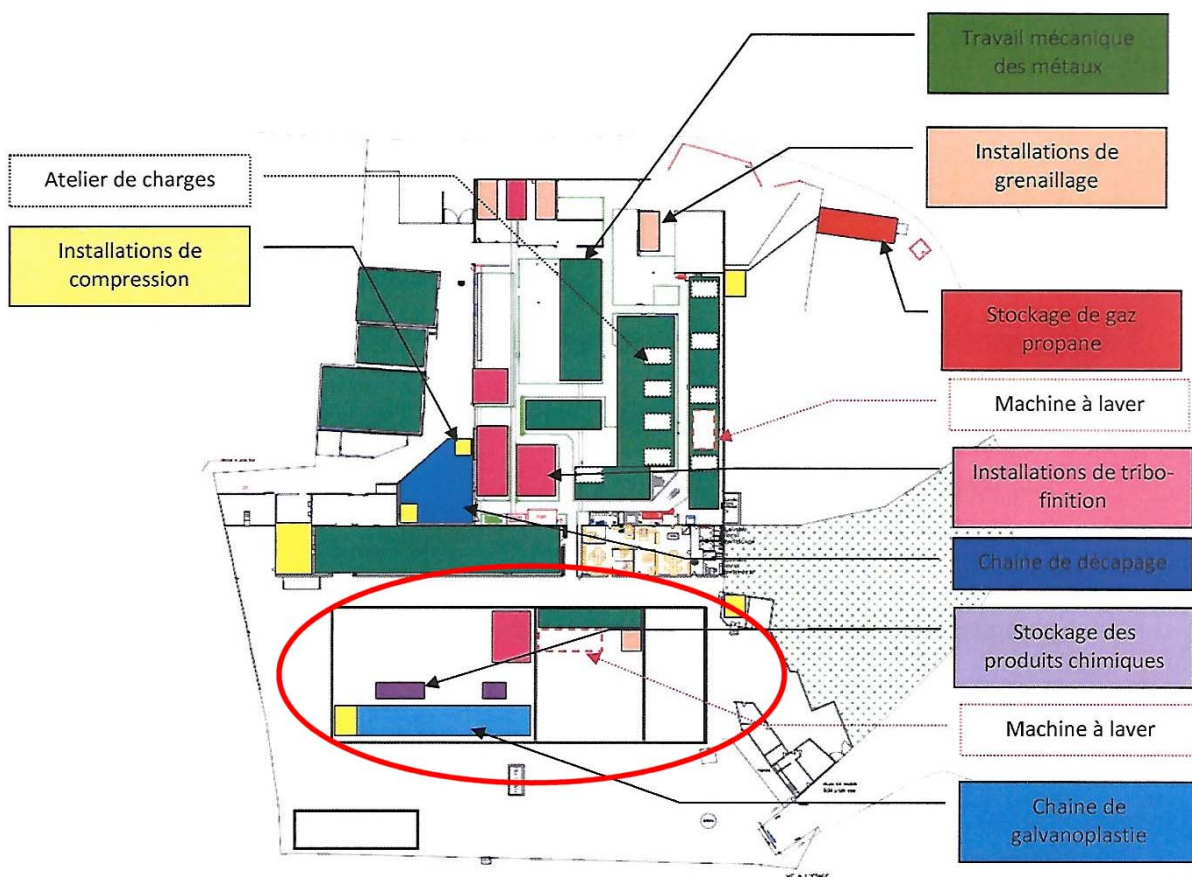
Le projet consiste en la construction et l'exploitation d'un atelier d'une surface de 2420 m² qui viendra s'ajouter aux 4315.2 m² des bâtiments actuels, sur un terrain disponible dans le périmètre des installations de la société à SAUCOURT.

Il abritera entre autre une chaîne de galvanoplastie.

La société DECAYEUX STI l'a élaboré dans le cadre d'un plan stratégique quinquennal afin de pouvoir répondre à de nouvelles demandes tout en veillant à la prise en compte des normes environnementales en vigueur.

La nécessité de regrouper sur un même site l'ensemble des process concourant à la fabrication d'un produit, simplifiant la gestion des interactions entre process et favorisant ainsi la réduction des délais de production, est également un élément important du contexte.

Description du site



Dossier page 36
(le bâtiment projeté est entouré en rouge)

1.4 - COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier soumis à enquête était constitué de plusieurs éléments présentés ci-après :

Dossier de demande d'autorisation d'exploiter (570 pages) comprenant :

Chapitre1. Présentation de l'établissement et du projet

- Présentation des activités et de l'évolution des outils de production
- Rubriques de la nomenclature ICPE concernées
- Localisation et limites de l'étude
- Principes d'organisation
- Historique du développement de la société
- Description détaillée de l'installation

- Capacités techniques et financières du demandeur
- Garanties financières
- Investissements prévus

Chapitre 2. Etude d'impact

- Analyse de l'état initial du site
- Effets directs et indirects
- Analyse des inconvénients susceptibles de résulter de l'exploitation
- Résumé non technique

Chapitre 3. Etude des dangers

Chapitre 4. Notice Hygiène et sécurité

Dossier d'annexes comprenant :

1. Permis de construire
2. Règlement du PLU
3. Fiches de données sécurité
4. Justificatifs pour les garanties financières
5. Analyse du risque foudre
6. Calculs des séparateurs d'hydrocarbures
7. Convention des eaux usées
8. Etude Ecoteam
9. Résultats d'analyses air du laveur
10. Fiches produits.
11. Rapports HPC environnement
12. Mesures de bruit
13. Modélisations de la dispersion atmosphérique d'acide cyanhydrique
14. Contrôle des hydrants
15. Plans de masse.

Aucun avis de l'autorité environnementale n'a été expressément produit dans le délai de deux mois suivant la saisine.

Un courrier de la Présidente de la MRAE Hauts de France confirmant ce constat était joint au dossier d'enquête.

2. ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

2.1 – DÉSIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

La Préfète de la Somme a demandé la désignation d'un commissaire pour l'enquête publique qui fait l'objet du présent rapport dans une lettre en date du 6 mars 2019.

Par décision numéro E19000040/80 datée du 11 mars 2019, la Présidente du Tribunal Administratif d'AMIENS m'a désigné en qualité de commissaire enquêteur.

2.2 – PUBLICATION ET AFFICHAGE

Insertions dans la presse : L'avis d'enquête publique a donné lieu à deux insertions dans le "**Courrier Picard**" : parutions des 22 avril et 17 mai 2019.

Les services de la Préfecture m'ont fait savoir que, par contre, la publication dans le second organe de presse (en l'occurrence « **Picardie la Gazette** ») prévue par l'arrêté n'a pas été effective.

Affichage : L'avis informant le public de l'ouverture de l'enquête et de ses modalités a été affiché à la porte principale des mairies de NIBAS, FEUQUIERES-EN-VIMEU et VALINES ainsi que sur le lieu de réalisation du projet.

Il a été également annoncé sur le site de la préfecture : <http://www.somme.pref.gouv.fr/>

2.3 – RÉCEPTION DU PUBLIC

L'enquête s'est déroulée du 13 mai au 13 juin 2019 inclus, soit durant 32 jours consécutifs.

Je me suis tenu à la disposition du public dans la commune de NIBAS au cours de quatre permanences comme indiqué ci-après :

- le lundi 13 mai 2019 de 9 heures à 12 heures,
- le samedi 25 mai 2019 de 9 heures à 12 heures,
- le mardi 4 juin 2019 de 9 heures à 12 heures,
- le jeudi 13 juin 2019 de 14 heures à 17 heures.

2.4 – LE REGISTRE D'ENQUÊTE

Il a été mis à la disposition du public pendant mes permanences et dans la mairie de NIBAS aux dates et heures d'ouverture pendant toute la durée de l'enquête qui a été close le jeudi 13 JUIN 2019 à 17h00.

2.5 – RÉUNIONS, VISITES, CONTACTS

Pour les besoins de l'enquête, j'ai participé aux réunions suivantes :

- 2 avril 2019 à 9 heures en préfecture de la Somme.

Paraphage du registre, organisation de l'enquête, prise en charge du dossier.

- 18 avril 2019, rencontre avec Messieurs Jacky DESCHAMPS, responsable du projet, et Charles DEMOULINS, responsables HSC.

Présentation du projet, visite du site prévu pour l'implantation.

- J'ai également rencontré Monsieur Jacky DESCHAMPS le 13 juin à 17h30 pour la présentation du PV des observations.

Durant l'enquête j'ai été en contact autant que de besoin avec Monsieur DESCHAMPS.

2.6 – CLIMAT DE L'ENQUÊTE

Aucun incident n'est à signaler. La mairie de NIBAS a fourni les moyens nécessaires à sa bonne organisation.

2.7 – RELEVÉ CHIFFRÉ DES OBSERVATIONS

Le public ne s'est guère présenté en mairie pour consulter le dossier (une seule personne le 25 mai) et aucune observation n'a été déposée dans le registre papier ni sur le site Internet dédié de la Préfecture ou même transmise par voie postale.

J'ai fait part de ce constat à Monsieur Jacky DESCHAMPS à l'issue de l'enquête. Confirmation écrite lui a été adressée par courriel le 14 juin et il m'en a accusé réception par retour.

3. ANALYSE ET OBSERVATIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

3.1 - LA PROCEDURE D'ENQUETE ET LA PARTICIPATION DU PUBLIC:

Les affichages ont été faits dans toutes les communes concernées ainsi que sur plusieurs lieux du projet.

J'ai pu constater qu'ils ont été maintenus pendant toute la durée de l'enquête à l'entrée de la mairie de NIBAS et sur le site même (Site des établissements DECAYEUX STI de SAUCOURT). Dans les mairies des communes citées dans l'arrêté préfectoral du 9 AVRIL 2019 (FEUQUIERES EN VIMEU et VALINES) les certificats ont été établis par les maires et transmis directement en préfecture de la Somme. À la date de rédaction du rapport je n'avais pas confirmation de l'accomplissement de cette transmission.

Les publications dans deux journaux locaux ont été incomplètes comme précisé dans le § 2.2 ci-dessus.

Les permanences se sont tenues aux dates indiquées, dans de bonnes conditions, et sans incident à relever. En dehors de celles-ci, les habitants ont eu la possibilité de consulter le dossier à la mairie de NIBAS et de consigner leurs observations dans le registre aux horaires habituels d'ouverture. Ils ont été également informés de la possibilité qui leur était offerte de m'écrire directement ou d'utiliser l'adresse électronique du site dédié de la préfecture.

Sur la participation du public :

Comme déjà indiqué, seulement une personne s'est présentée au cours des permanences. Bien évidemment cette participation très faible interroge, mais il faut noter que ce projet est prévu pour être réalisé dans le périmètre d'une installation industrielle existante, historiquement implantée dans la commune, fort bien intégrée et acceptée. Les emplois engendrés localement sont une autre explication de cette acceptabilité.

Il n'entraînera guère d'accroissement de la circulation routière et peu de dérangements sont attendus dans la vie courante des usagers.

L'impact environnemental sera faible ; il n'a pas mobilisé, soit pour information soit pour dénonciation.

Pour conclure sur ce point j'estime qu'en dépit de l'absence de publication de l'avis dans un deuxième organe de presse la population n'a pas manqué d'éléments de connaissance sur le projet et l'enquête en cours en raison de l'implantation de l'usine au cœur de la commune, de son insertion dans la vie locale, et de l'existence d'autres sources d'information.

La faible participation constatée résulte avant tout de l'intégration logique de l'opération dans le tissu industriel et économique du secteur et de l'absence de tout impact humain, social ou environnemental significatif.

Dans ces conditions il m'apparaît raisonnable d'apprécier la carence de parution dans la presse à sa juste proportion, c'est-à-dire sans conséquence rédhibitoire sur la bonne information du public, ce qui me conduit à dire que la possibilité pour les habitants de consulter le dossier en mairie, de rencontrer le commissaire enquêteur et de formuler ses observations n'a guère été entravée.

3.2 – LE PROJET ET LE DOSSIER SOUMIS A L'ENQUETE :

3.2.1 - Dossier de demande :

Après un sommaire général détaillé le projet est présenté dans ses différents aspects :

Le terrain d'implantation, est propriété de la société DECAYEUX. Il offre une superficie totale de 14 688 m², déjà occupée pour une part par des bâtiments. Il est situé sur le territoire de la commune de SAUCOURT.

Les terrains environnants ont principalement une affectation agricole ou d'habitation.

Les bâtiments : l'ensemble bâti, dont les caractéristiques ont été présentées en 1-3 supra, semble conforme et adapté aux besoins du projet. Son intégration dans l'espace de la zone industrielle ne soulève aucun motif de contestation.

Au vu de ces éléments et de la cartographie et des plans fournis à l'appui dans le dossier il m'apparaît que l'implantation du projet dans ce secteur peut se prévaloir d'une logique et d'une légitimité non contestables.

Description détaillée de l'installation : elle est donnée pages 51 à 125. Elle offre au lecteur suffisamment d'éléments pour une bonne compréhension du fonctionnement de l'équipement et des process mis en oeuvre.

Je relève d'abord que les pièces et composants, acheminés par voie routière, seront stockés dans des locaux distincts avant prise en charge dans les chaînes de transformation.

Après matriçage-usinage, cintrage et/ou découpage/emboutissage (procédés bien explicités dans le dossier), ils subiront des traitements des surfaces dans des bains entraînant des réactions chimiques :

- polissage mécanique par frottement sur un abrasif ou mécano-chimique par mouvement de frottement entretenu dans un mélange d'abrasif
- dégraissage lessiviel par immersion dans des solutions aqueuses alcalines, dégraissage électrolytique
- décapage chimique dans des solutions acides
- passivation par formation d'une couche contrôlée d'oxydes protecteurs.

Le site de SAUCOURT possède d'ores et déjà les équipements qui permettent le polissage et le dégraissage lessiviel, ainsi que la passivation qui est faite sous le régime de la déclaration.

La chaîne de galvanoplastie projetée entraînera l'utilisation de produits de décapage comme l'acide nitrique et l'acide chlorhydrique, déjà mis en œuvre sur le site sous le régime de la déclaration, et qui doivent désormais faire l'objet d'une autorisation en raison de l'augmentation des volumes traités.

A noter qu'à certaines étapes du process, des bains cyanurés seront utilisés, avec mise en œuvre de mesures de sécurité particulières.

Au titre de la nomenclature ICPE, le projet est soumis à autorisation pour les rubriques suivantes :

N°	Désignation des activités	A D ou NC	Rayon d'affichage	Détail
2565 1 b	<p>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563.</p> <p>1. Lorsqu'il y a mise en œuvre :</p> <p>b) De cyanures, le volume des cuves étant supérieur à 200 l</p>	A	1	<p>Volume des cuves : 1 640 litres de bains cyanurés de la nouvelle chaîne de galvanoplastie</p>
2565 2 a	<p>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques</p> <p>La recherche d'un procédé de remplacement du Chrome VI est engagée par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563.</p> <p>2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant :</p> <p>a) Supérieur à 1500 l</p>	A	1	<p>Volume des cuves : 4 080 litres dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 730 litres de bains non cyanurés de la nouvelle chaîne de galvanoplastie, - 1 350 litres de bains de la chaîne de décapage passivation existante dont 410 litres de passivation chromique (trioxyde de chrome) <p>La recherche d'un procédé de substitution du chrome VI est engagée.</p>
4110 2 a	<p>Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 250 kg</p>	A	1	<p>Quantité totale susceptible d'être présente :</p> <p>390 kg de bains et 143 kg de produits (AURALLOY Cu LC, Bronzox W JR1, OMEGAL 180CDFR2) au niveau de la nouvelle chaîne de galvanoplastie</p> <p>TOTAL : 533 kg</p>

D'autres activités prévues relèvent du régime de la déclaration, parfois assorti d'une exigence de contrôle périodique. Elles sont présentées également dans le dossier.

3.2.2 – Etude d'impact :

Eau et sous-sol : l'étude prend en compte les contraintes de planification et de gestion de l'eau exposées dans le SDAGE 2016-2021 du Bassin Artois-Picardie. Aucune incidence significative n'est relevée.

La gestion des eaux se fera selon les modalités suivantes :

- eaux de ruissellement : collecte dans un ravin puis écoulement vers le bassin de décantation communal.

- eaux vannes : rejet pour traitement dans un réseau d'assainissement autonome avant acheminement dans le réseau pluvial communal ou dans un bassin.

- eaux issues du process : suivant leur origine, elles contiendront divers éléments résultant des traitements abrasifs, du décapage et du lessivage imposés aux pièces fabriquées. Elles seront traitées sur unités physico-chimiques et dans des évaporateurs. Certains bains seront envoyés dans des centres de traitement agréés (bain d'acide chlorhydrique).

Au final, le site sera en zéro rejet pour ces eaux issues du process.

Gestion des déchets : les déchets représenteront un volume significatif qui fera l'objet de traitements différenciés en fonction de leur nature :

- valorisation matière, recyclage, régénération, réemploi

- traitement physico-chimique, incinération

- élimination en centre de stockage des déchets ménagers ou en centre de stockage des déchets industriels ultimes.

Ils seront donc collectés sélectivement puis valorisés ou éliminés dans des filières adaptées et autorisées.

Autres domaines d'impact possibles et étudiés:

- qualité de l'air

- bruit et vibrations

- effets directs et indirects sur les milieux naturels

- transports et approvisionnement

- pollution

Sur chacun le dossier apporte des éléments concrets et clairs permettant de constater l'absence d'incidences significativement négatives.

Pour les milieux naturels en particulier le terrain d'implantation se situe en dehors de toute zone d'inventaire (ZNIEFF et ZICO) et aucune zone de protection n'est répertoriée dans l'aire d'étude.

Les zones NATURA 2000 répertoriées sont toutes situées à des distances supérieures à 2 km.

En conséquence j'estime que le projet, implanté dans une zone à vocation industrielle n'aura pas d'incidence sur les caractéristiques environnementales du lieu.

Les produits chimiques utilisés pourraient avoir un impact sur la qualité de l'air, mais il apparaît que les mesures prévues apporteront suffisamment de garanties à cet égard.

Le traitement des déchets se fera selon des procédures bien décrites dans le dossier et qui n'appellent pas de critique de ma part.

La pratique du « zéro rejet » pour les eaux issues du process constitue un élément positif particulièrement significatif des préoccupations environnementales des responsables de l'entreprise.

3.2.3 - Conformité avec les règlements d'urbanisme et autres plans :

Aucune incompatibilité n'est relevée avec les règlements d'urbanisme et autres schémas et plans applicables dans le secteur :

3.2.4 - Etude des dangers, analyse des risques, mesures de prévention et de protection:

Plusieurs habitations sont relativement proches des installations. Elles sont susceptibles d'être touchées par un accident sur le site. Il en est de même pour deux établissements industriels implantés à proximité.

Les risques externes et internes, principalement liés à l'emploi de produits toxiques, se situent à différents stades du process : livraison des produits chimiques, manipulations, stockage, travail des métaux, peinture, expédition des déchets. Ils sont caractérisés comme suit :

- épandage
- émanations toxiques
- incendie
- explosion

avec principalement deux phénomènes dangereux qui sont l'incendie et le rejet de matières dangereuses ou polluantes dans l'environnement.

Les différents scénarios sont bien identifiés et classés. Trois d'entre eux donnent lieu à une étude plus détaillée en raison de leurs conséquences potentielles :

- incendie sur la chaîne de décapage
- ajout anormal d'acide sulfurique dans le bain de cyanure
- transfert accidentel d'un effluent non décyanuré

Les résultats de l'étude ne font pas apparaître qu'ils pourraient être à l'origine d'un accident majeur (dossier pages 481 à 489).

Les mesures de prévention prévoient plusieurs dispositifs en vue de l'isolement des produits dans des lieux distincts et séparés physiquement, éloignés lorsque cela s'avère nécessaire, la mise en place de détecteurs de gaz, l'aménagement de stockages étanches, la limitation des quantités de certains produits dangereux présentes à un moment donné.

Les installations sont conçues pour qu'en cas d'événement majeur le contact entre plusieurs chaînes (chaîne acide et alcaline cyanurée) ne soit pas possible.

Les méthodes d'utilisation sont décrites avec précision et seuls des personnels habilités seront amenés à manipuler les produits dangereux. Toutefois peu d'indications sont données sur la formation de ces personnels (quelques lignes au caractère assez général pages 567 et 568).

Le plan suivant (tiré du dossier page 94) présente la disposition spatiale des divers éléments qui constitueront la chaîne de galvanoplastie. La séparation des lieux de stockage et de process y apparaît clairement.

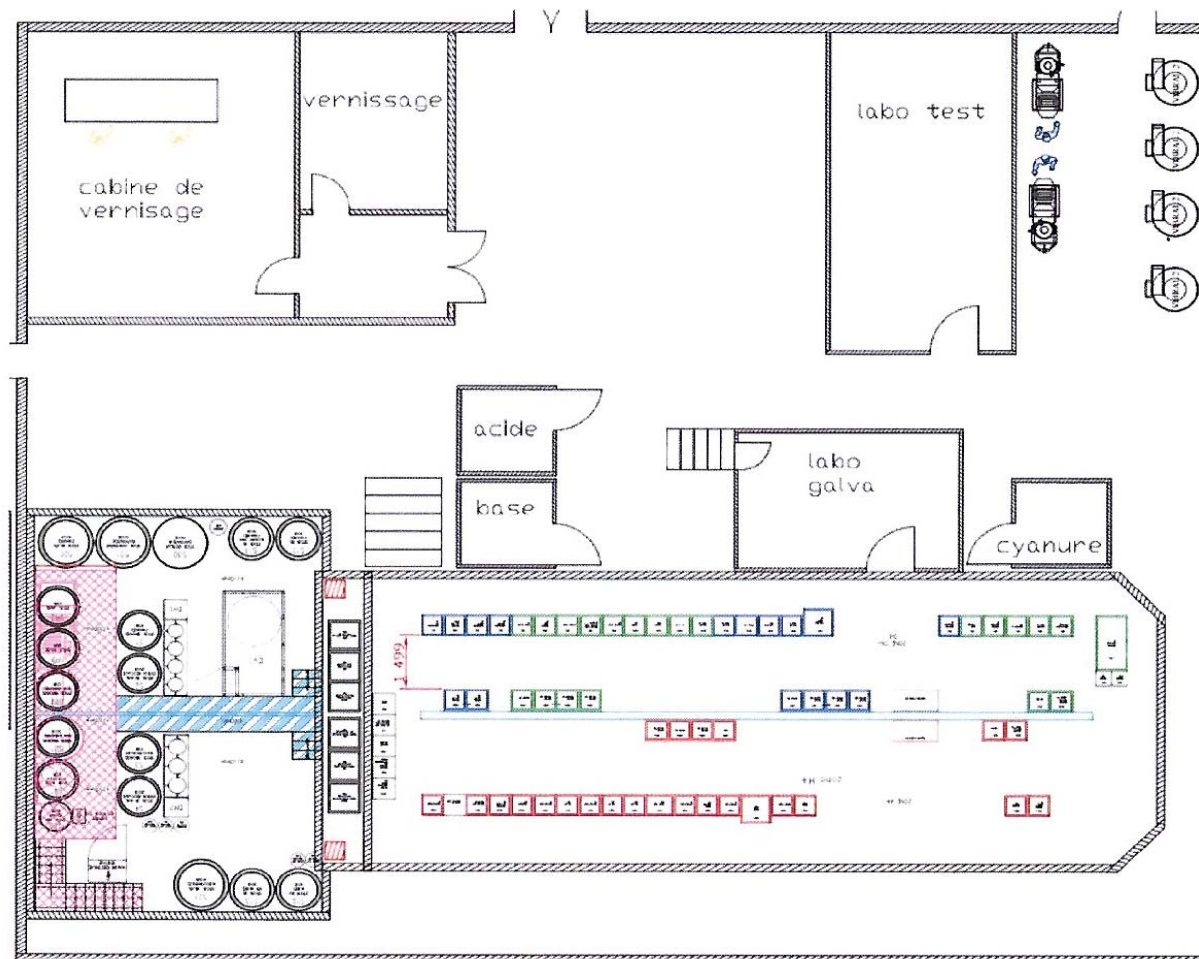


Figure 12 : Implantation de la nouvelle chaîne de galvanoplastie et sa station de traitement des effluents

La vulnérabilité des intérêts cités plus haut (habitation, autres établissements industriels, personnels) est réelle.

Mais cette partie du dossier ne laisse guère planer de doute sur la prise en compte effective de possibles scénarios aux conséquences dommageables et sur la qualité des mesures de prévention et de protection envisagées.

Elle aurait toutefois gagné à présenter un dispositif de formation aux protocoles d'utilisation des matières dangereuses à l'intention des personnels concernés.

3.2.5 - Remise en état du site en cas de cessation d'activité:

Conformément à l'article R.512-39 du Code de l'environnement, le pétitionnaire est tenu de préciser les mesures prévues pour assurer la remise en état du site en cas de cessation d'activité. Ces mesures comporteront :

- une évacuation des produits dangereux
- le démantèlement des installations
- la mise en sécurité du site
- la réalisation d'un diagnostic du sol

Les dispositions prévues pour la remise en état du site répondent aux prescriptions réglementaires.

Avec ses annexes qui apportent des informations complémentaires sur divers points administratifs ou techniques comme les garanties financières notamment pour la reprise des produits, l'analyse du risque foudre, les mesures de bruit..., le dossier apparaît complet, d'un accès aisé. Il donne une image suffisamment complète de tous les aspects du projet et de ses incidences potentielles.

Les différentes pièces qui le composent sont inventoriées clairement.

Les études techniques présentées en appui ont été réalisées par des cabinets spécialisés présentant des conclusions argumentées.

Il ne subsiste donc à mes yeux aucun doute sur la pertinence, la qualité, et la régularité du projet.

3.3 - AVIS DE LA MRAE :

Il n'a pas été fourni (voir § 1.4 plus haut).

3.4 - LES OBSERVATIONS RECUEILLIES :

Aucune observation.

-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-

Au terme de ce rapport et plus particulièrement de l'analyse du projet et du constat de l'absence d'observations du public, j'estime que l'enquête publique m'a suffisamment éclairé sur le projet dans ses différents aspects.

C'est sur cette base que je formule mon avis qui figure dans un dossier séparé.

Deuxième partie

Liste des ANNEXES

Registre d'enquête

Copie du procès verbal de l'absence d'observations